

1936-1976 la révolution est-elle possible en France ?

« La Révolution française a commencé. »

Nous sommes en juin 1936. Trotsky, en résidence surveillée près d'Oslo, salue l'immense mouvement de grève qui ébranle la société française. Il ne s'agit pas de sa part d'une quelconque envolée lyrique. Un mois plus tard, alors que les occupations d'usine ont pris fin, Trotsky demeure dans la même perspective. Il écrit un article intitulé : « Devant la seconde étape ». En fait, l'irruption des masses n'a fait que confirmer ce qu'il répétait depuis plus de deux ans : « ... la situation « pacifique », « normale », « démocratique » a fait place à une situation agitée, critique, instable qui peut aussi bien se changer en situation révolutionnaire que contre-révolutionnaire » (1).

Pour nombre de militants de l'époque, cette appréciation ne comporte rien qui surprenne ou qui choque. Il semble bien en effet que l'ordre social tout entier peut être bouleversé, en France mais aussi dans toute l'Europe occidentale : les premiers pas de la Révolution espagnole montrent la possibilité d'une victoire sur le fascisme, les chances d'une offensive révolutionnaire générale. Octobre 1917 a été le produit de la Première Guerre mondiale ; le triomphe des ouvriers et des paysans peut, en 1936, empêcher l'éclatement du conflit auquel se préparent les puissances impérialistes (2).

(1) Voir page 108

(2) Voir page 108

Quarante ans plus tard, les choses ne se présentent plus aussi clairement. La grève générale ne s'est survécue que par les conquêtes sociales obtenues lors des accords Matignon. Le Front populaire s'est dissous sans gloire, laissant la place à la guerre, à l'occupation nazie, au régime de Vichy. Et, depuis lors, les plus grandes mobilisations ouvrières n'ont pu aboutir à une transformation globale de la société. Seules des réformes, d'une ampleur variable, ont été arrachées par le combat des masses. Pour être moins précaires que les augmentations de salaires, vite annulées par le jeu des mécanismes capitalistes, elles n'ont pourtant pas entamé notablement le pouvoir de la classe dominante. A l'heure des bilans, il faut bien se demander si cette suite d'inaccomplissements et d'échecs n'a pas une signification politique. Que la crise de l'Etat bourgeois soit une réalité quasi permanente, il est difficile de le nier. Que la nécessité d'une société nouvelle en découle, chacun en convient. Mais il n'est pas établi que la révolution socialiste et la dictature du prolétariat soient possibles pour autant. La classe ouvrière, encadrée par des organisations ouvertement réformistes, est-elle capable d'acquérir la force subjective nécessaire pour renverser et détruire l'Etat existant ? A cette question, on ne peut apporter une réponse purement théorique ; il faut encore faire le bilan des expériences historiques. Juin 36 demeure le plus vaste mouvement de masses qu'ait connu la France depuis 1871. Ouvrait-il des possibilités révolutionnaires ? Ou bien les militants comme Trotsky ont-ils projeté sur lui leur propre désir de révolution ?

Les réponses officielles ne laissent aucun doute : à l'époque du Front populaire, la situation n'était pas révolutionnaire. Du côté du Parti communiste français, la doctrine est établie de longue date — en fait, du jour où Maurice Thorez, au plus fort de la grève, déclara : « Il faut savoir terminer une grève ». Tous ceux qui prennent la plume au nom du Parti ont pour souci de justifier ce passage de *Fils du peuple* : « Le Front populaire n'était pas la révolution ; ce n'était pas non plus une vulgaire opération électorale ; il offrait la possibilité d'une politique progressive dans le cadre des institutions républicaines. En réalistes, nous demandions seulement ce qui était possible dans les conditions du moment » (3). Cette volonté apologétique ne doit pas étonner. Certes, aujourd'hui, le P.C.F. est prêt à bien des critiques du passé stalinien, à condition toutefois que l'on parle surtout de l'Union soviétique. Il n'est pas question de passer au crible les actes des communistes français : on risquerait, en les examinant trop systématiquement, de faire surgir des interrogations très actuelles. La remarque vaut particulièrement pour la période du Front populaire, tant il y a de ressemblances entre la politique défendue alors par Maurice Thorez et la stratégie pacifique et parlementaire, telle que l'a définie le XII^e congrès. On refusera donc toute potentialité révolutionnaire à 1936 pour mieux préserver les postulats de la ligne de 1976.

(3) Maurice Thorez, *Fils du peuple* (Ed. Sociales, 1949), p. 115.

Mettre en doute l'objectivité des publicistes du P.C.F. ne permet pas, cependant, d'écarter à la légère la thèse qu'ils défendent. D'autant qu'ils ne sont pas les seuls à mener ce combat. Des chercheurs sérieux, d'origines très diverses, sont arrivés eux aussi à la conclusion qu'en 36 la situation n'était pas révolutionnaire. Un seul exemple : lorsqu'en 1965 un colloque réunit, autour du thème « Léon Blum, chef de gouvernement » une pléiade d'hommes politiques et d'historiens, l'accord se fait autour des conclusions de Jean Touchard et Louis Bodin, auteurs d'un rapport sur « L'Etat et l'opinion au début de l'année 1936 » et d'Antoine Prost qui présente un essai d'interprétation des grèves de juin 1936 : «... les grèves sont aux antipodes de la révolution : *la révolution est un effort pour réaliser dans le concret un idéal conscient. Les grèves sont expression, sur un plan quasi magique, celui de la fête collective, de cet idéal lui-même* » (4).

Les grévistes n'ont pas de revendications précises à proposer dans la plupart des cas. La volonté de changement, très présente dans la masse de la population, ne se concrétise dans aucun projet sérieux. La majorité des travailleurs ne semble décidée à attaquer ni la propriété privée, ni le pouvoir d'Etat. Une partie importante du peuple redoute les bouleversements ; c'est le cas notamment des paysans et des classes moyennes. Et les partis de gauche sont fermement décidés à demeurer dans le cadre de la légalité. Ainsi peut-on résumer rapidement les principaux arguments de ceux pour lesquels le Front populaire n'a pas été une révolution manquée. Et il faut dire à nouveau que ces arguments, les révolutionnaires, s'ils prétendent au sérieux, n'ont pas le droit de les écarter par un discours de principe sur la lutte des classes et la marche de l'histoire. Des faits peuvent être cités à l'appui de toutes les remarques limitatives des historiens officiels de la période. Chacun d'entre eux renvoie à une partie de la réalité politique et sociale d'il y a quarante ans.

Aussi bien, le problème posé par Trotsky et les militants les plus conséquents n'est-il pas celui de la prise du pouvoir *immédiate* par les travailleurs. La lecture d'*Où va la France ?* révèle en Trotsky un observateur attentif qui, bien au fait des structures de la société française, cherche à apprécier les variations les plus imperceptibles du rapport de forces entre les classes. Cet analyste connaît les obstacles qui gênent la prise de conscience révolutionnaire des masses ; il ne donne pas cher des diverses équipes qui dirigent le mouvement ouvrier ; il sait aussi que la majorité des salariés n'est pas, malgré sa combativité, exempte de confusion (5). Ce qu'il croit *possible*, parce que facilité par la crise

(4) *Léon Blum, chef de gouvernement, 1936-1937* (Actes du colloque, Armand Colin, 1967), p. 81.

(5) On aura l'occasion de revenir plus en détail sur ces questions. Deux exemples suffiront, pour le moment, à éclairer les nuances de la pensée de Trotsky : « Malgré une situation de plus en plus tendue dans le pays, il règne

La lutte pour l'auto-organisation des travailleurs contre l'appareil d'Etat ne peut être menée que consciemment par les révolutionnaires. C'est pourquoi la tâche privilégiée de ceux-ci est de chercher, *en permanence*, à énoncer concrètement des mots d'ordre et des thèmes d'action qui aident à la constitution de comités de masses, embryons d'une dualité de pouvoir. L'insistance que met Trotsky, dans tous ses écrits de l'époque, sur l'alliance ouvrière, le contrôle ouvrier, les comités, ne laisse aucun doute sur l'orientation de sa pensée.

Toutes les propositions de Trotsky révèlent chez lui une confiance dans les potentialités du mouvement propre des masses, dans la possibilité de dégagement d'une avant-garde ouvrière qui puisse rejoindre les révolutionnaires. On retrouve ainsi la problématique du débordement évoquée au début de cet article. C'est elle qu'il faut confronter aux faits.

Par où commencent les révolutions...

Le 19 juin 1936, alors que la reprise du travail se généralise, la *Lutte ouvrière*, organe du Parti Ouvrier Internationaliste, écrit dans un appel « Aux travailleurs de France » (8) : « Au cours des grèves, les travailleurs ont créé des comités qui ont assuré la direction de la bataille. La grève terminée, ces comités doivent subsister et devenir des comités d'usine permanents, qui non seulement assureront le contrôle ouvrier, mais prépareront un plan de gestion, entreprise par entreprise. Des comités doivent également être créés en chaque point où la lutte s'engagera ou se poursuivra : localement, pour lutter contre la vie chère, contre le chômage ; par caserne ; par village... Il faut que ces comités soient reliés entre eux. Des congrès de comités par région, par industrie et pour tout le pays, tel est le moyen d'unifier, de coordonner, de développer toutes les luttes des masses travailleuses pour les porter jusqu'à la prise du pouvoir par les comités d'ouvriers, de paysans et de soldats et par l'instauration du gouvernement des ouvriers et des paysans. »

Sans faire l'inutile exégèse de ce texte, dont le vocabulaire ne manque pas de raideur, on peut souligner cependant qu'il apporte des précisions aux prises de position antérieures. Les occupations d'usine, cette formidable violation collective du droit de propriété, avaient représenté un énorme progrès des méthodes d'action du mouvement ouvrier. Elles étaient à la fois défensives et offensives. Défensives, parce qu'elles constituaient un moyen d'empêcher les patrons de lock-outer les grévistes et de tenter d'embaucher des jaunes. Offensives, parce qu'elles étaient

(8) Ce texte n'est pas de la plume de Trotsky qui se trouvait alors en Norvège. Mais, rédigé par des militants qui étaient en contacts étroits avec lui, il reflète néanmoins son appréciation de la situation et des tâches qu'elle impliquait.

un déni combatif à la possession des moyens de production par la bourgeoisie. Mais la dynamique révolutionnaire des occupations demeurait encore à un niveau potentiel ; elle ne pouvait se concrétiser qu'en s'approfondissant. Il fallait faire des usines arrêtées *une base de départ*, descendre dans la rue pour manifester matériellement la cohésion du mouvement, établir des liens directs entre les entreprises et les branches pour échanger et coordonner les expériences, pour préparer l'avenir. Le Parti communiste français s'opposait à cette perspective qui, en renforçant les capacités d'initiative des travailleurs, rendait leur lutte incontrôlable à terme par quelque appareil que ce soit. La force du P.C.F. venait de ce que, par un système de délégation assez rigide, il pouvait, au niveau national, parler au nom des travailleurs (9). Se battre pour une coordination directe, pour « des congrès par région, par industrie et pour tout le pays », c'était lutter contre la stratégie préconisée par Thorez. De même, tenter de donner une existence permanente aux comités de grève, c'était, dans l'attente d'une nouvelle montée, faire en sorte que l'explosion gréviste laisse une trace organisationnelle dans les masses et ne se limite pas au renforcement des partis et des syndicats existants.

La ligne générale de Trotsky et des trotskystes français apparaît donc comme correcte dans ses objectifs, cohérente avec la critique politique qu'ils faisaient de l'orientation du stalinisme dans le monde comme en France. Mais leurs objectifs n'étaient-ils pas trop éloignés de la réalité quotidienne ? Étaient-ils possibles à atteindre même s'ils étaient souhaitables ? Existait-il un courant de masse susceptible de les faire siens ? Pour répondre à ces questions, il faut revenir aux caractéristiques générales du mouvement gréviste. Historiens et mémorialistes nous parlent de l'atmosphère exaltante des occupations et insistent sur le fait que, dans bien des cas, les travailleurs n'avaient pas de revendications précises, se mettaient en grève simplement pour suivre le mouvement. De là à conclure que les grévistes, ne sachant pas exactement ce qu'ils voulaient, étaient prêts à tout sauf à une transformation révolutionnaire, il n'y a qu'un pas. La réalité est évidemment plus complexe.

Les grèves de 1936 ont atteint l'industrie privée, c'est-à-dire un ensemble de secteur où, du fait notamment de la répression patronale, les syndicats étaient faibles, voire squelettiques comme dans la métallurgie (moins de 4 % de syndiqués). Le mouvement a donc revêtu un caractère exceptionnel qui le différencie de *toutes* les luttes qui ont été

(9) Il est vrai, tous les faits le prouvent, que le Parti communiste était alors représentatif de larges couches ouvrières. Mais ses prises de position se sont trouvées à de nombreuses reprises, contraires à celles des travailleurs (cf. *infra*). Il a pu surmonter les difficultés de cette situation entre autres raisons parce que le système de représentation en lutte laissait chaque grève isolée, au niveau politique au moins. Tout était possible, y compris de faire pression sur les plus résolus à continuer le combat en leur affirmant faussement que les autres usines avaient déjà repris le travail. Les moyens d'information manquaient suffisamment aux travailleurs, malgré certains liens qui s'étaient créés au hasard de la lutte, pour que cette tromperie ne contribue pas à faire prévaloir la ligne du P.C.F.

menées depuis, en France, sous le contrôle des confédérations. Mais il y avait pourtant des revendications clairement formulées dans tous les secteurs industriels de pointe, dans les grandes villes où existaient, comme à Paris, Lyon ou Lille, une tradition de lutte à tous les niveaux (activités électorales, action des syndicats, existence de municipalités ouvrières, etc.). L'assemblée tenue le 9 juin 1936 (donc, après la signature de l'accord Matignon), permettra d'éclairer le problème. Il s'agit d'une réunion de 587 délégués, représentant 234 usines en grève. La majorité n'est pas satisfaite des accords signés par la C.G.T. et le manifeste par l'adoption d'une résolution qui précise « qu'ils ne peuvent accepter l'application du dit accord, sans un réajustement préalable sérieux des salaires ; pensent que leur effort pour mettre fin au conflit n'est pas partagé par les patrons... décident de limiter à 48 heures le délai pour le dit accord... Si ce délai n'est pas respecté, ils demandent : 1) La nationalisation des usines de guerre et de celles travaillant pour l'Etat, leur fonctionnement étant assuré par le personnel technique et ouvrier, sous contrôle des ministères intéressés ; 2) Que tous les moyens légaux soient utilisés pour mettre les autres entreprises dans l'obligation de signer le contrat collectif » (10). Voilà des gens qui, s'ils se situent dans le cadre de l'Etat existant, savent ce qu'ils veulent et savent manier le langage de la force face aux patrons. Et cet exemple n'est pas isolé (11).

Il est vrai, par contre, en province, que dans des secteurs comme les conserveries, l'alimentation, la confection, les grands magasins, les revendications ne sont pas toujours clairement formulées. On se met en grève parce que, depuis longtemps, les salaires sont bas et le patron un despote et parce que, depuis quelques jours, il est apparu, grâce à l'exemple des premiers grévistes, que l'on pouvait changer tout cela. Solidarité avec les travailleurs en lutte et volonté générale d'en finir avec les excès de l'exploitation sont les moteurs de ces luttes. Il est normal que, menées par des travailleurs sans grande expérience du combat de classes, elles soient marquées de confusion dans l'expression des objectifs. Tous les grands mouvements sociaux qui mettent en marche les plus larges masses commencent nécessairement ainsi. Il n'en a pas été autrement dans les débuts de la Révolution russe ou au cours de la phase ascendante de la Révolution portugaise. La prise de conscience politique, la précision des méthodes et des buts viennent de la poursuite de la lutte, dans la mesure où un débat démocratique de masses permet aux travailleurs d'acquérir une vision plus large et de

(10) La revue *Que faire ?* donne un compte rendu de cette réunion dans son numéro de juillet 1936. La résolution est citée dans *juin 36*, de J. Danos et M. Gibelin (Maspero), la meilleure histoire des grèves.

(11) On ne fait pas ici la chronique du mouvement gréviste. Mais il est nécessaire de signaler que cette assemblée avait été précédée d'une réunion des représentants des 33 principales usines métallurgiques de la région parisienne, convoquée par les grévistes de Hotchkiss. Là déjà, l'accord Matignon avait été critiqué et la revendication d'un « salaire minimum de garantie » avancée.

confronter les propositions des organisations politiques. A cet égard, juin 36 ne dépare pas le tableau. La volonté d'aller jusqu'au bout du combat se manifeste par les réticences à reprendre le travail, alors que « toutes les revendications n'ont pas été acceptées ». Ce serait reconstruire furieusement l'histoire dans l'optique du fait accompli que d'affirmer que le mouvement ne pouvait aller plus loin parce qu'il n'était pas, au départ, clairement orienté politiquement. La portée historique de tout mouvement de masses provient de ce que l'entrée en lutte de milliers d'exploités ouvre des possibilités quasi illimitées. Que, pour des raisons précises, toutes ces potentialités ne soient pas exploitées ne les prive pas pour autant de l'existence ni ne condamne ceux qui tentent de leur donner chair.

On peut se persuader de la volonté, parfois diffuse, parfois concrète, des travailleurs d'aller plus loin que les limites fixées par les directions nationales, en observant le comportement des responsables du P.C.F. Leur position politique est sans ambiguïté. Thorez la rappelle le 11 juin : « Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement ». Et lorsqu'il poursuit, lors de la même réunion, en lançant son fameux : « Il faut savoir terminer une grève », il répond à un danger réel, contre lequel il jette dans la balance tout le poids d'autorité dont disposent les communistes. Nombreux, en effet, sont les travailleurs qui veulent continuer la lutte. La reprise s'effilochera d'ailleurs pendant plus de dix jours après les accords Matignon. A l'autre bout de l'échiquier politico-syndical, René Belin confirme les risques de débordement qui se sont manifestés pendant toute la durée de la grève. A l'époque dirigeant de l'aile réformiste de la C.G.T., avant de devenir pour un temps ministre du maréchal Duconno, Belin avait été appelé d'urgence, au plus fort du mouvement gréviste, au ministère des Finances : les fonctionnaires voulaient se mettre en grève. Il raconte, non sans gloire, quels trésors de persuasion il a dû dépenser pour les convaincre de n'en rien faire. Et il conclut en substance : « Le moment était décisif car s'ils ne m'avaient pas écouté, toute la fonction publique risquait de suivre. A ce moment-là, c'est toutes les bases de l'Etat qui s'effondraient (12) ». Si l'on rajoute que des scènes du même ordre se sont déroulées dans de nombreuses entreprises, on peut conclure sans excès qu'il y avait un écart considérable entre la volonté de combat d'un grand nombre de grévistes et la pratique des dirigeants du mouvement ouvrier (13). Il était réaliste de

(12) Interview accordée à la radio belge pour le 30^e anniversaire du Front populaire.

(13) Dans la « citadelle ouvrière » de Renault, les tensions furent grandes. L'usine avait été occupée, le 28 mai, puis un accord extrêmement modéré, signé par la C.G.T. Le mécontentement des ouvriers avait été considérable et, dès le 30 mai, jour de la reprise, trois ateliers débrayaient, obligeant Alfred Costes, secrétaire des métaux, à intervenir. Le 4 juin, lors d'une réunion des délégués de la métallurgie, ce fut Frachon qui dut intervenir personnellement pour convaincre les Renault d'accepter le communiqué final de la réunion. Voir à ce propos l'article de Bertrand Badie, *Les grèves du Front populaire aux usines Renault* (*Le Mouvement social*, n° 81, oct.-déc. 1972).

tenter de mettre à profit cette divergence pour promouvoir une orientation révolutionnaire.

A ce niveau intervient bien évidemment la capacité de freinage des appareils. Trotsky est sans illusion sur le comportement des Blum, Jouhaux et Thorez et il sait qu'ils peuvent stopper le premier élan des masses. Mais il pense aussi que la combativité et la radicalisation des travailleurs sont suffisantes pour amener le resurgissement de situations de tension. Il fait l'hypothèse d'un processus étendu sur plusieurs années, comme ce fut le cas en Espagne où, avant d'aboutir à la guerre civile de 1936, les contradictions entre les classes maintinrent le pays en état de crise permanente pendant près de cinq ans. Dans un tel contexte, des défaites temporaires sont possibles, inévitables même. Mais elles peuvent ne marquer qu'une pause dans la marche en avant. Les échecs peuvent même être sources de progrès, s'ils sont l'occasion pour de larges couches ouvrières d'affiner leur projet politique en tirant les leçons de l'expérience.

Beaucoup d'illusions

Laissons parler les textes. Dans la principale résolution de la Première Conférence Internationale pour la Quatrième internationale, tenue du 29 au 31 juillet 1936, on peut lire : (14) «... Le résultat direct et immédiat de la grande grève de juin a été la croissance exceptionnellement rapide des vieilles organisations. Du point de vue de l'histoire, ce fait est entièrement compréhensible. C'est ainsi que les mencheviks et les socialistes révolutionnaires ont connu une croissance fébrile, après la Révolution de février 1917 qu'en tant que sociaux-patriotes, ils n'avaient pas voulu pendant la guerre ; la social-démocratie allemande s'est gonflée rapidement après la Révolution de novembre 1918 qui est survenue contre sa volonté. Avant de révéler leur faillite à l'ensemble de la classe, les partis opportunistes deviennent, *pour un bref moment*, le refuge des plus larges masses. La croissance rapide, en France, des partis socialiste et surtout « communiste » est un sûr symptôme de la crise révolutionnaire du pays ; *elle prépare en même temps la crise mortelle des partis de la Seconde et de la Troisième internationales* (15). » Voici explicitées sans ambiguïté les raisons pour lesquelles Trotsky incitait les révolutionnaires à se préparer, dès la fin de la grève générale, à la « seconde étape ». La première réaction de beaucoup de lecteurs à ce texte, assez étonnant avec le recul, sera de taxer l'auteur de

(14) *La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la Quatrième internationale*. Ce document a été rédigé par Trotsky. Cf. *Documents of the Fourth International, the Formative years (1933-1940)*, New York, Pathfinder press, 1973.

(15) Souligné par l'auteur.

« sociologisme » et d'« objectivisme » : Trotsky semble ne retenir dans son analyse que la mécanique générale des affrontements de classes, sans tenir un compte suffisant des facteurs subjectifs qui relèvent du niveau politique, de la prise de conscience, des traditions et des expériences organisationnelles du prolétariat. En quelque sorte, il tomberait sous le coup du reproche que Lukacs adresse à Rosa Luxembourg — avoir du processus révolutionnaire une conception organique qui le réduit à un enchaînement quasi naturel de phénomènes, déterminés par le mouvement global de la société.

En fait, la vision de Trotsky est bien plus précise. Il ne s'arrête pas à la constatation de la montée de la combativité ouvrière ; il en analyse les composantes internes. C'est parce que l'aiguïsement des contradictions de classes amène les éléments les plus résolus et les plus lucides de la classe ouvrière à prendre leurs distances d'avec les dirigeants opportunistes qu'il devient possible de constituer une organisation liée aux masses et, par conséquent, d'envisager la fin des partis socialiste et communiste. « La principale conquête de la première vague est dans le fait que sont apparus des chefs dans les ateliers et les usines. Ont été créés les éléments d'états-majors locaux et de quartier. La masse les connaît. Ils se connaissent l'un l'autre. Les véritables révolutionnaires chercheront liaison avec eux. Ainsi la première auto-mobilisation de la masse a marqué et en partie désigné les premiers éléments d'une direction révolutionnaire » (16). « Tout cela signifie que le prolétariat entrera dans le prochain conflit *sans* la direction de ses organisations traditionnelles, comme en juin, mais aussi *contre* elles. Cependant, il n'y a pas encore de nouvelle direction reconnue de tous. Dans de telles conditions, il est difficile de compter sur une victoire immédiate. La tentative d'aller de l'avant conduira bientôt à l'alternative : journées de juin 1848 ou journées de juillet 1917. Autrement dit, écrasement pour de longues années, avec l'inévitable triomphe de la réaction fasciste, ou bien seulement sévère leçon de stratégie, en résultat de quoi, la classe ouvrière sera incomparablement plus mûrie, renouvellera sa direction et préparera les conditions de la victoire future. Le prolétariat français n'est pas un novice... Une grande tradition vit dans les os et aide à choisir le chemin. Déjà en juin, les chefs anonymes de la classe en éveil, avec un magnifique tact révolutionnaire, ont trouvé les méthodes et les formes de lutte. Le travail moléculaire de la conscience de la masse, actuellement, ne s'arrête pas une heure. Tout permet de compter que non seulement la nouvelle couche de chefs restera fidèle à la masse aux jours de l'inévitable et, vraisemblablement assez proche, nouveau conflit, mais aussi saura retirer du combat, sans écrasement, l'armée insuffisamment préparée » (17).

L'existence de cette *nouvelle avant-garde* justifie donc, aux yeux de Trotsky, l'optimisme quant à l'avenir des révolutionnaires et donc de la

(16) *La Révolution française a commencé*, in *Où va la France ?* p. 111-112.

(17) *Devant la seconde étape*, in *Où va la France ?* p. 118.

révolution, optimisme dont témoignent les lignes suivantes, elles aussi surprenantes pour le lecteur d'aujourd'hui : « Même aujourd'hui, les masses en lutte se tiennent beaucoup plus près de nous que de leurs dirigeants officiels. Sous l'impact des événements à venir dans le mouvement ouvrier, s'opérera un regroupement plus rapide et de plus grande portée que jamais. En France, le Parti socialiste sera expulsé des rangs du prolétariat. Dans le Parti communiste, on peut s'attendre à coup sûr à une série de scissions. Dans les syndicats se créera un puissant mouvement de gauche sensible aux mots d'ordre du bolchévisme... L'organisation de l'avant-garde révolutionnaire cessera d'être isolée. Les mots d'ordre du bolchévisme deviendront les mots d'ordre des masses. L'époque qui vient sera l'époque de la Quatrième internationale » (18).

Cette perspective de fusion des militants révolutionnaires avec les cadres ouvriers nés de la lutte, Trotsky la maintiendra jusqu'au bout. Lorsqu'il fait le bilan de la grève du 30 novembre 1938 qui marque la fin de la grande vague ouvrière, il reconnaît que son pronostic sur le commencement de la Révolution française mérite d'être nuancé. « Que la situation objective en France ait été et reste révolutionnaire, il ne peut y avoir de doute... Cependant, comme l'indiquait déjà Lénine en 1915 : « Ce n'est pas de toute situation révolutionnaire que surgit la révolution, mais seulement d'une situation telle qu'au changement objectif se joint un changement subjectif, à savoir la capacité de la classe ouvrière révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masses suffisamment puissantes pour briser... l'ancien gouvernement... » (19). Ce facteur a manqué en France où les masses, trompées par les partis traditionnels, n'ont pas été en mesure de s'attaquer au pouvoir d'Etat devant lequel paraissait le gouvernement Blum. Il en est résulté une démoralisation réelle des travailleurs qu'atteste la faible participation à la grève « des cheminots, des ouvriers de l'industrie de guerre, des métallurgistes et autres couches avancées du prolétariat ». Pourtant : « Le dernier mot de la crise *actuelle* n'est pas encore dit... La déception apportée par le Front populaire a pu, assurément, apporter une démoralisation temporaire dans certaines couches ; en revanche, elle a dû exacerber la révolte et l'impatience des autres couches. En même temps, les mouvements de 1936 comme de 1938 ont dû enrichir tout le prolétariat d'une inappréciable expérience et faire surgir des milliers de chefs locaux, indépendants de la bureaucratie officielle. Il faut savoir trouver accès à ces chefs, les lier entre eux, les armer d'un programme révolutionnaire » (20). En d'autres termes, malgré les reculs, la mise en cause de l'hégémonie des réformistes et des stalinien est encore possible.

(18) *La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la Quatrième internationale* (op. cit., p. 91).

(19) *L'heure de la décision approche... Sur la situation en France* (18 décembre 1938), in Pierre Broué, *Le Mouvement communiste en France*, p. 602-611.

(20) *Ibid*, p. 608 et 610.

La nouvelle avant-garde ouvrière

Il devient possible de cerner, à partir de ces citations, la problématique de Trotsky. Pour lui, l'emprise du Parti socialiste et du Parti communiste sur la classe ouvrière ne peut résister aux coups que lui portera un puissant mouvement de masses. Le poids des liens d'organisation tissés dans le passé entre le Parti socialiste et les travailleurs compte moins pour le maintien de l'influence réformiste que l'ampleur de la trahison de Blum et consorts. Quant au Parti communiste, il n'était à la veille du mouvement qu'une faible organisation dont les liens avec la classe étaient distendus. Le passage du côté de l'ordre bourgeois qu'il a opéré dans l'orbite de Staline le mettra de plus en plus en contradiction avec la volonté profonde des masses. Il se trouvera donc dépassé avant d'avoir pu construire une implantation sérieuse. Toutes ses appréciations ont été malmenées par les faits. Et, ce qui est sans doute plus grave, elles révèlent une assez grande sous-estimation de ce que l'histoire a révélé être un trait majeur de l'évolution du mouvement ouvrier : *la capacité de durée et d'adaptation des organisations, même bureaucratiques qui, à un moment de leur existence, ont été reconnues comme leurs par les travailleurs, parce qu'elles remplissaient une fonction indispensable dans la lutte contre la bourgeoisie.*

Reste encore à déterminer pourquoi et comment Trotsky a été amené à commettre cette erreur d'appréciation. Et c'est là qu'il faut prendre en considération ce qu'il affirme sur le dégagement d'une avant-garde de dirigeants de base du mouvement ouvrier, plus radicaux dans leurs visées que les leaders officiels, plus proches des aspirations de la base dont ils font partie, plus susceptibles, en conséquence, d'accueillir favorablement la propagande révolutionnaire. Cette avant-garde a-t-elle existé de 1934 à 1938 ? Ou bien Trotsky en a-t-il déduit l'existence de son pronostic général sur la crise révolutionnaire ? Dans la mesure où son existence est confirmée par l'étude des luttes de l'époque, avait-elle une importance numérique et une cohésion potentielle suffisante pour servir de base à une politique de débordement des organisations traditionnelles ? Et pourquoi, dans ce cas, n'a-t-elle pas donné naissance à un regroupement politique d'envergure, capable de limiter au moins la croissance tumultueuse du Parti communiste stalinien ? A toutes ces questions, il est difficile d'apporter une réponse rigoureuse car, s'il existe de bonnes histoires d'ensemble de la période, la chronique des occupations et des grèves ultérieures n'a jamais été établie entreprise par entreprise. Toutefois, on dispose d'un nombre important de témoignages de militants et d'observateurs de toutes tendances, suffisant en tout état de cause pour formuler des hypothèses fondées.

Rappelons d'abord qu'une avant-garde de lutte est, par définition, composite. Elle ne se compose pas seulement de militants expérimentés mais aussi de novices de l'action, portés par le mouvement dont ils expriment au mieux toute la grandeur et toutes les limites. La condition

de formation d'un cadre de dirigeants d'entreprises à la hauteur des événements doit donc être recherchée dans l'ampleur même du mouvement, dans sa combativité. Les nécessités de la lutte sélectionnent très logiquement des responsables quand la volonté collective d'aller de l'avant est exprimée sans ambages. On a vu précédemment que la tonalité générale des grèves était plus radicale que les accords passés entre le patronat et les dirigeants de la C.G.T. Inutile d'y revenir sauf pour souligner qu'une des caractéristiques les plus importantes de juin 36, celle que répètent à l'envi tous ceux pour qui une perspective révolutionnaire était impensable, est le surgissement à l'avant-scène du combat de milliers de jeunes et d'inorganisés. Leur absence de formation est un handicap que compense, dans une large mesure, leur audace, leur volonté d'aboutir que n'ont pas nécessairement au même point les travailleurs qui, par expérience syndicale et politique, connaissent les aléas de la lutte, les retours de bâton et les compromis sous la contrainte ; ceux-là sont souvent plus pondérés dans le déroulement du combat auquel ils apportent l'efficacité de la méthode éprouvée par les faits. Les plus grands mouvements de masses résultent de la jonction dans l'action de ces deux catégories de travailleurs combattifs. Juin 36, beaucoup plus que mai 68, est à cet égard exemplaire qui voit participer à la même lutte les ouvriers des grandes concentrations industrielles et les travailleurs du commerce, ceux de Renault ou Citroën comme les employés des grands magasins et les salariés de petites entreprises provinciales. *A coup sûr, les conditions favorables* au dégagement d'une avant-garde de lutte existaient largement.

Mais que faut-il entendre exactement par ce terme d'avant-garde de lutte ? Le noyau des militants qui, dans une entreprise ou une localité, prend en charge l'ensemble des tâches qu'impose un combat d'envergure contre le patronat. Ceux qui sont présents à tous les moments, qui forment les propositions d'action. Ceux qui font face à toutes les tâches même les moins exaltantes, qui sont au premier rang de tous les affrontements. Ceux dans lesquels les travailleurs ont confiance parce qu'ils ont à la fois le souci de préserver avec l'unité les particularités du mouvement dans l'entreprise et la volonté de le faire déboucher sur une lutte plus large. En temps normal, les militants syndicaux assurent, le plus souvent, ce travail quotidien. En période de montée, les meilleurs d'entre eux sont rejoints par des éléments nouveaux, d'origines très diverses, que la bataille révèle. La longue histoire des Lip a ainsi montré comment, autour de la section syndicale C.F.D.T., s'était créé un rassemblement de travailleurs combattifs qui ont véritablement *dirigé* les différentes phases de l'affrontement.

De tels noyaux ont existé il y a quarante ans et leur rôle a été décisif avant, pendant et après la grève générale. La discussion n'est pas close — le sera-t-elle jamais ? — sur le point de savoir qui a déclenché les occupations d'usine. Tenants de la spontanéité, adeptes du rôle d'avant-garde du P.C., fervents du « chef d'orchestre clandestin »

s'affrontent avec vigueur sur le sujet. Il semble pourtant qu'un peu de réflexion sur les faits peut permettre de se faire une conception qui ne relève pas trop de l'idéologie. La volonté des masses de se battre toutes ensemble, dans l'unité la plus complète, est née directement de la conjoncture créée par la crise économique et par la montée du fascisme. Elle a dû très peu aux consignes des organisations, contre lesquelles elle a souvent été obligée, au départ, de faire bloc pour s'imposer (que l'on se rappelle comment l'unification des cortèges socialiste et communiste s'est opérée lors de la manifestation du 12 février 1934). Par contre, il est indéniable que la propagande générale du P.S. et surtout du P.C. avaient popularisé l'idée d'une nécessaire mobilisation de masse. Lorsque les grèves ont éclaté, aucune des organisations en place ne s'y est opposé de front. Et surtout les militants de base, communistes dans leur majorité, se sont portés au premier rang, tandis que syndicats et partis popularisaient et coordonnaient le mouvement. Juin 36 est donc à la fois le produit d'une conjoncture et le résultat d'une intervention organisée. Mais *la forme qu'a prise la grève* (les occupations comme symbole de la brèche opérée dans la puissance patronale) *ne doit rien aux initiatives centrales*. Ce sont les militants de base qui ont pris les premières initiatives dans ce sens, au Havre puis à Toulouse (21). C'est à la base également qu'on a pesé les avantages de cette méthode de lutte, compte tenu du rapport des forces existant — et que l'on a décidé de l'employer dans toutes les usines. La solidarité de classe est devenue décision stratégique. L'aspect le plus marquant des grèves est dû à l'initiative des militants d'entreprise.

Ces militants, qui sont-ils ? En majorité, d'abord, des membres du Parti communiste. Dans ce nombre, plusieurs catégories peuvent être distinguées : tout d'abord ceux qui ont une expérience de plusieurs années. Ceux-là sont de véritables révolutionnaires professionnels, même quand ils ne sont pas devenus permanents syndicaux ou politiques, comme un Timbaud ou un Charles Michels ; ils ont vécu en effet la période la plus dure, celle où le sectarisme de la politique du P.C. se surajoutait à la répression patronale pour faire du militant d'entreprise un paria contraint à la clandestinité dans l'action, licencié de son travail dès qu'il était dépesté. Ces hommes ont un courage exceptionnel ; ils ont aussi une formation communiste, croient en la nécessité et la possibilité de la révolution. Mais ils ont aussi été éduqués dans l'atmosphère

(21) On peut se demander comment, dans ces entreprises, l'initiative de l'occupation a été prise. Lous Eudier, à l'époque, secrétaire des métaux C.G.T. du Havre, explique que l'occupation des usines Bréguet, en mai 1936, faite en riposte à des licenciements, a été inspirée en partie des occupations d'usines du textile polonais à Lodz, survenues quelques semaines auparavant. (Cf. *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, n° 1, novembre-décembre 1972.) Peut-être dans d'autres secteurs, des émigrés antifascistes italiens avaient-ils fait état des grèves de 1920 dans l'Italie du Nord ? Mais le plus important est que toutes ces expériences qui n'avaient jamais fait l'objet d'une large propagande, ont été assimilées et réélaborées en termes de pratique par les militants eux-mêmes.

de caporalisme bureaucratique que, sous le nom de « bolchévisation », le stalinisme a imposé aux partis communistes. Ils sont révolutionnaires mais aussi respectueux du monolithisme. Ils joueront dans les grèves un rôle ambigu, entraîneurs et organisateurs irremplaçables en même temps que relais de la politique opportuniste de leurs dirigeants. Mais ils ont été rejoints, depuis le début de la montée populaire, par de nouveaux militants (le P.C.F. qui comptait moins de 30 000 membres en 1933 en dénombre 86 902 à la fin de 1935). Ces adhérents récents ont une moindre formation politique et ils reflètent bien les caractéristiques de la période que traverse le mouvement ouvrier : combativité et volonté de changement radical, imprécision quant aux objectifs à atteindre. Sans doute sont-ils moins liés à la tradition de la Révolution d'octobre, plus marqués par les aspects nationaux et républicains de la politique que leur parti a inaugurée depuis deux ans. Mais ils sont proches des réactions de la base.

Plus nombreux, les militants communistes ne sont pas les seuls à se trouver à la pointe des occupations. Tous les témoignages s'accordent sur le rôle extrêmement important qu'ont joué les jeunes. Citons un seul exemple. Dans les mines et la sidérurgie de l'Est, l'organisation syndicale était particulièrement faible. Ainsi, chez De Wendel, à Jeuf, le syndicat C.G.T., animé par un ouvrier licencié, ne rassemblait guère plus de 4 personnes. « Aussi, dans cette région sans cadres et sans militants, il y eut une promotion spontanée de jeunes. Je me souviens qu'à Moutiers, petite cité minière, le maître de l'usine était un jeune Italien de vingt ans qui, après 1936, ne milita même pas dans le syndicat » (22). Et des cas identiques se sont retrouvés par centaines, même dans des régions comme Paris où l'encadrement politique et syndical était supérieur.

Il ne faut pas oublier enfin le rôle joué par les militants de différentes tendances révolutionnaires. La faiblesse de leur influence à l'échelle nationale ne saurait masquer le rôle qu'ont joué, individuellement, ceux d'entre eux qui étaient présents dans les entreprises. Libertaires, syndicalistes révolutionnaires, opposants communistes (influencés un moment par Souvarine ou la revue *Que Faire* ?), socialistes de gauche, trotskystes : tous ces militants ont poussé à l'action, incité à l'occupation, combattu pour la démocratie prolétarienne. Leur rôle a été, selon toute probabilité, sans commune mesure avec leur nombre relativement restreint (23). Bref, au début de la grève, l'avant-garde qui impulse le mouvement

(22) Intervention de Philippe Serre au Colloque sur *Léon Blum, chef de gouvernement* (op. cit., p. 105).

(23) La présence des révolutionnaires est attestée par les divers témoignages, en particulier par le récit de la grève chez Sautter-Harlé, une des premières usines occupées de la région parisienne. (Cf. Georges Lefranc, *Juin 36*, Julliard, coll. *Archives*, 1966.) On peut en trouver, paradoxalement, la trace dans des souvenirs de militants communistes qui parlent de « un ou deux groupes de la IV^e internationale », chez Renault, alors qu'au début de la grève, il y avait, dans le meilleur des cas, quelques rares militants influencés par les trotskystes. (Cf. Robert Durand, *La lutte des travailleurs de chez Renault racontée par eux-mêmes*, Ed. sociales, 1971.)

et lui donne son caractère est composite, tant du point de vue politique qu'au regard de l'origine des militants. Elle ne suit directement aucune orientation d'organisation, pas même celle du P.C.F. qui soutient la lutte mais n'en a pas eu l'initiative (24). Elle n'est pas non plus coordonnée. Mais elle est, *sur le plan de l'action*, assez largement autonome.

Toutefois, cette autonomie naît surtout de ce que ni la C.G.T. ni les partis de gauche n'ont de stratégie de développement systématique des grèves, qu'ils se contentent de suivre et d'encadrer. Il n'y aurait aucune raison de penser que les meilleurs combattants des occupations puissent être gagnés à une politique révolutionnaire si des conflits n'étaient très rapidement apparus entre eux et les dirigeants, communistes en particulier. La grève générale se divise très nettement en trois grandes étapes. Au cours de la première, qui va du succès électoral du Rassemblement populaire (26 avril et 3 mai 1936) aux tous premiers jours de juin, il ne semble pas que de gros problèmes se soient posés. Il n'en va pas de même au cours de la seconde étape (du 1^{er} au 12 juin, jours culminants de la grève qui n'est pas arrêtée, au contraire, par les accords Matignon, mais bien par l'intervention véhémement de Thorez, le 11 juin). La troisième étape est celle de la reprise, après le 12 juin les salariés ne reprennent pas le travail très volontiers dans un certain nombre d'usines ; de nouveaux conflits débutent même à ce moment. Mais dans l'ensemble, la rentrée se fait sans tensions excessives. En fait, la troisième étape se déroulera sur deux ans et demi, lorsqu'un nombre important d'ouvriers, amenés à constater que les résultats acquis ou espérés en 1936 sont rapidement annulés ou menacés par le retour en force de la droite, veulent reprendre l'offensive. A ce moment-là se produiront plusieurs conflits entre les dirigeants du mouvement ouvrier et les cadres ouvriers de plusieurs entreprises.

Le P.C.F. et ses représentants à l'intérieur de la C.G.T. ont appuyé le mouvement à ses débuts. Mais, très clairement, ils ne cherchent pas à lui faire gagner en ampleur : leurs perspectives se situent ailleurs, au sein de la nouvelle majorité parlementaire. Ils entendent que la grève demeure purement revendicative. C'est pourquoi, ils cherchent partout à conclure rapidement des accords, qui ne répondent pas toujours à toutes les exigences des grévistes. (On a vu que cela avait été le cas chez Renault.) Alfred Costes, entre autres, secrétaire du syndicat des métaux de la Seine et député de Boulogne, démontre comment il conçoit le rôle d'un dirigeant ouvrier en réglant, par exemple, contre l'avis des responsables locaux, le conflit de l'usine L.M.T. (matériel téléphonique). Le mécontentement grandit parmi les travailleurs. Il se concrétisera sous la forme d'une reprise de la grève, dans les usines où elle avait été arrêtée et surtout de son extension massive, dans tout le pays et dans

(24) *L'Humanité* n'a pas fait campagne pour les occupations. Le 30 mai encore, elle les qualifie, avec pour le moins beaucoup d'ambiguïté, d'« initiatives sensationnelles ».

toutes les professions. C'est alors que le mouvement, tout en restant axé sur plusieurs revendications clés, devient grève de masse dont la logique de développement est celle d'un affrontement avec le pouvoir, quand bien même les protagonistes le conçoivent mal ou pas du tout. *Le P.C.F. est alors débordé.* Non pas parce que les travailleurs s'opposent à sa politique mais parce que, en dehors de ses consignes, ils entreprennent une lutte qui, par ses potentialités révolutionnaires, met en pièce la stratégie du Front populaire. La gérance du pouvoir par Léon Blum risque d'être brève si les travailleurs persistent à paralyser la vie économique en occupant les usines. Que deviendraient alors le rapprochement de l'Union soviétique avec les démocraties occidentales ?

Thorez, Frachon et les responsables du Parti communiste ne peuvent se montrer totalement opposés au courant qui entraîne de l'avant la classe ouvrière. Ils mettraient en péril, par une hostilité affichée, les liens qui les unissent à de larges couches de travailleurs et perdraient du même coup l'efficacité que leur donne, dans les sommets de la haute politique d'Etat, la capacité qu'ils ont de parler au nom du monde ouvrier. Il ne brisent pas ouvertement la grève mais ils font tout pour qu'elle s'arrête au plus vite. D'où leur participation active à la conclusion des accords Matignon (7 et 10 juin). Mais la signature de l'accord et sa défense publique par les dirigeants de la C.G.T., réformistes et communistes, n'endigue rien. Au contraire, c'est entre le 7 et le 12 juin qu'est atteint le sommet de la vague gréviste. *Une seconde fois, le P.C.F. est débordé.*

La masse des travailleurs a donc manifesté avec plus de clairvoyance que ne lui en prêtent certains, dans quel sens elle voulait aller. Mais, si l'on veut bien prendre en considération la façon dont le mouvement était organisé à la base, le rôle décisif qu'y jouaient « les chefs anonymes de la classe » on arrive à la conclusion que les débordements successifs du P.C.F. n'auraient pu acquérir une telle ampleur *si l'avant-garde de lutte elle-même n'avait pas estimé qu'il fallait poursuivre le combat.* Sans cette volonté des militants les plus avancés, l'écart n'aurait pas été si vaste entre la pratique centrale du P.C.F. et la réalité du mouvement à la base. Des bavures auraient pu se produire, des délais être apportés à la reprise du travail, mais pas dans ces proportions. Or, dans les noyaux qui avaient l'initiative dans les entreprises, le nombre de militants communistes était considérable. *C'est donc à l'intérieur et dans les abords immédiats du Parti communiste que s'est développée, non pas une opposition politique à la direction, mais du moins une volonté divergente sur les perspectives et la conduite des luttes.*

Il n'est guère possible d'appuyer cette affirmation d'exemples nombreux. La contradiction n'a duré que quelques jours et s'est cantonnée à l'affirmation de désaccords qui, parce qu'ils n'avaient aucune voie d'expression centrale, pouvaient passer pour des divergences secondaires. Quarante ans ont passé depuis, riches en événements et aussi en recons-

tructions successives du passé selon les politiques du moment. Les souvenirs des participants de juin 36 n'ont jamais fait l'objet d'une enquête systématique et ceux qui prennent la parole sont trop souvent encore membres du P.C.F., avec ce que cela implique du point de vue de la mémoire. Néanmoins, un certain nombre de faits peuvent être rassemblés. Jacques Chambaz, à une époque où il n'était pas encore membre du Bureau politique mais déjà historien très officiel du Parti, a écrit : « C'est à l'adresse des ouvriers influencés par ces éléments (les « gauchistes » de l'époque - D.B.) que le bureau politique précisera le 9 juin pourquoi la situation en France n'est pas une situation pré-révolutionnaire, encore moins une situation révolutionnaire » (25). Nous avons donc là le constat *a posteriori* d'une résistance ouvrière à la ligne du Parti communiste.

Il faut se demander qui exprimait les réticences à la reprise. A coup sûr, des militants très liés à la masse des travailleurs qui s'étaient installés dans la grève comme dans un nouveau monde en création continue. Mais qui étaient-ils précisément ? Des révolutionnaires, plus ou moins liés à un courant politique organisé ? A coup sûr, tous ceux que les staliniens appelaient à l'époque « trotskystes », non parce qu'ils étaient pour la Quatrième internationale mais parce qu'ils étaient à gauche du P.C.F., s'étant investis dans le mouvement au maximum de leurs capacités d'intervention. Mais leur nombre était restreint. S'agissait-il alors de nouveaux venus au combat de classes, plus combattifs que formés politiquement ? Sans nul doute. Mais on ne doit pas oublier que les critiques à l'encontre de la C.G.T. et du P.C.F. se sont exprimées, à Paris, jusque dans les assemblées de délégués d'usine. Or, il est reconnu de tout le monde que le Parti communiste avait fait un grand effort pour que ses militants occupent les postes de responsabilité dans les entreprises ; et il y était parvenu dans une bonne mesure. La probabilité est donc grande que l'incertitude à l'égard des accords Matignon, la volonté de poursuivre la lutte se soit répandue *jusque dans la base du P.C.F., parmi la masse des nouveaux adhérents qui affluaient alors* (26), *peut-être aussi dans les rangs des militants les plus anciens.*

Car en définitive à qui s'adresse Maurice Thorez, le 11 juin, pour faire arrêter la grève, lorsque les campagnes des dirigeants de la C.G.T., lorsque les déclarations du Bureau politique se sont avérées insuffisantes ? A l'assemblée des communistes de la région parisienne. La démarche est bien sûr normale puisque ce sont des militants qui, dans des conditions difficiles, vont être appelés à appliquer la ligne du Parti. Mais tous le ton du discours de Thorez dépasse le niveau de l'exposé classique, pour

(25) Cité par Pierre Broué, *Le mouvement communiste*, p. 407.

(26) Selon *L'Humanité* du 31 mai, le P.C.F. enregistre, en moyenne, 1 000 adhésions par jour depuis la victoire électorale. Le 25 mai, il compte 163 000 membres ; le 30 mai, 170 462 ; le 4 juin, 173 941 ; le 18 juin, 200 674. (Tous ces chiffres sont extraits des documents officiels du Parti.)

prendre le ton de la polémique violente qui vise tout à la fois à convaincre et à déterminer d'éventuels opposants. Visiblement, le danger est réel que des militants du Parti cèdent à la pression des « jusqu'aux-boutistes » et, croyant que tout est possible, pensent qu'après le gouvernement Blum pourrait venir rapidement le gouvernement des travailleurs. N'oublions pas que la stratégie du Front populaire a été présentée au VII^e Congrès de l'Internationale communiste comme une tactique conjoncturelle qui laisse subsister la nécessité de la révolution socialiste. En France, l'orientation vers le rassemblement des bons Français en est encore à ses balbutiements. Beaucoup de militants considèrent que l'unité avec les radicaux, la réhabilitation du drapeau tricolore sont des adaptations temporaires à l'urgence du danger nazi. Dans les premières manifestations du Front populaire, on a encore beaucoup crié « Les soviets partout » (27). Cela ne signifiait pas que le modèle des conseils ouvriers était vivant dans le prolétariat français mais que les éléments les plus politisés pensaient : « Vite, une révolution comme en Russie ». Cet état d'esprit, qui allait pérécliter par la suite, rendait, en juin 36, beaucoup de communistes français sensibles à des thèmes révolutionnaires.

Ces réactions de la base étaient évidemment ambiguës. C'est pourquoi, il ne faut pas exagérer l'ampleur de ce qui se passait alors au sein du P.C.F. Il n'existait pas de courant aux contours précis qui tendît vers une autre ligne que celle de la direction. Seulement un certain climat qui pouvait favoriser l'éclosion de tendances de gauche (28). L'avant-garde de lutte s'était dégagée dans le combat ; elle avait connu une première affirmation autonome, très embryonnaire, à propos du problème central, décisif, de la poursuite de la grève. Elle aurait pu passer de l'existence de fait à une délimitation politique, elle-même prélude à un regroupement organisationnel. *C'est l'hypothèse que formulait Trotsky. Elle n'a pas pris corps. C'est là le vrai problème dont il faut discuter.*

(27) A la fin de 1936, les bulletins d'adhésion qui circulaient aux usines Renault étaient titrés : « Promotion Alfred Costes. *Pour les Soviets en France* » (en majuscules dans l'original). (Cf. T. Ferlé, *Le communisme en France*, 1937.)

(28) En 1936, André Ferrat qui avait été depuis dix ans un des principaux dirigeants du P.C.F. fut exclu. En désaccord avec la politique du Parti depuis plusieurs années, il avait présenté au Comité central, dont il était encore membre, une critique de gauche de l'orientation officielle puis avait diffusé publiquement ses positions. Son départ provoqua très peu de remous. Mais, comme on a pu l'observer par la suite avec les « affaires » Marty, Tillon, Casanova, etc., l'élimination d'un cadre de direction révèle toujours, peu ou prou, la nature de certains des problèmes qui se posent au Parti. Ferrat a affirmé depuis que son opposition était en fait une opposition de droite et qu'il n'avait développé des positions de gauche que par ruse tactique, dans l'espoir d'attirer des militants autour de lui. Peut-être n'a-t-il fait cette déclaration que parce qu'entre temps il s'était rallié à un socialisme des plus mollétistes. Mais, même s'il a dit vrai, la manœuvre qu'il a accomplie témoigne de l'atmosphère qui pouvait régner dans certains secteurs du Parti communiste.

La « troisième étape » de la grève générale

Le reflux du mouvement populaire a commencé dès la rentrée des congés payés. Il s'est accentué jusqu'à la défaite du 30 novembre 1938, prélude immédiat à la guerre et à l'effondrement de la Troisième République. Tout au long de cette période, la politique du P.C.F. se trouva contestée, en des moments de lutte, à la fois par les travailleurs de certaines entreprises et par certains militants communistes. Quelques étapes importantes : la fusillade de Clichy (18 mars 1937) où la police de Marx Dormoy, premier flic S.F.I.O. de France, tire sur des manifestants qui veulent interdire un meeting fasciste. Bilan : 6 morts et 200 blessés. Dès le lendemain, des grèves se produisent « un peu partout, spontanément, de façon anarchique. Elles se développaient et se généralisaient d'une façon qui pouvaient donner à toutes les provocations une base d'action » (29). Aussi la C.G.T. lance-t-elle un mot d'ordre de grève d'une demi-journée. Beaucoup de travailleurs jugeant que c'est trop peu s'interrogent sur l'avenir. Plus d'un an après, Maurice Honel, député communiste de Clichy-Levallois, se fait l'écho de ces préoccupations dans une lettre à Maurice Thorez que publie *l'Humanité* du 3 mai 1938 (30). Il y dit notamment : « J'ai constaté parmi les travailleurs une confiance absolue en notre Parti, en même temps qu'une inquiétude grandissante, une angoisse même quant à l'évolution de la situation en France et dans le monde. Je me suis entretenu notamment et à maintes reprises avec les ouvriers de l'usine Citroën de Clichy. Ils m'ont exprimé leurs craintes, leurs doutes. Je veux te les relater fidèlement, m'abstenant de tout commentaire... Les travailleurs de Clichy... se demandent si on tend à livrer les Français à la terreur des agents du fascisme international et si les ouvriers n'ont pas à marquer leur volonté de faire respecter la volonté de la majorité du peuple qui se confond avec la volonté de paix civile des 99 % de la nation ? *Et ce souci de vigueur s'exprime chez certains par*

(29) Déclaration d'Henri Raynaud, membre suppléant du Comité central du P.C.F., secrétaire de l'Union des Syndicats C.G.T. de la Région parisienne. (*Ce soir*, 18 mars 1937, cité par Danos et Gibelin, *Juin* 36, p. 258.)

(30) Cf. J.-P. Rioux, *Révolutionnaires du Front populaire*, p. 360-361 (la dernière phrase est soulignée par l'auteur), Maurice Honel, bien qu'agé seulement de 35 ans en 1938, avait été un des premiers membres des J.C., directeur de *L'Avant-garde*, il avait été aux premiers rangs de toutes les actions dures du P.C.F. : arrêté lors de la campagne contre l'occupation de la Ruhr, arrêté lors de la manifestation communiste du 9 février 1934, arrêté et tabassé par la police devant les usines Hotchkiss, le 12 février 1934, etc., il quittera le P.C.F. lors du pacte germano-soviétique avant d'être déporté. Ce destin contribue à montrer que ceux qui quittèrent le Parti en 1939 n'étaient pas tous des lâches ou des carriéristes pour qui le communisme avait été un moyen de briguer un mandat. Si les Gitton et les Clamanus passèrent sans mal de l'appareil stalinien au fascisme, il y eut en face d'eux des militants qui, découragés par la déception que leur avaient causée l'Union soviétique et le P.C.F., ne commirent aucun acte de compromission définitive. Certains, comme Pierre Gueguen, à Concarneau, ou Jules Fourier, député du 15^e arrondissement de Paris, rejoignirent le mouvement révolutionnaire.

le désir d'aller au-delà de la formation du Front populaire, par la constitution d'un « Front ouvrier » ou d'un « Front révolutionnaire ». Par la suite, à l'occasion de la grève Goodrich (15 décembre 1937 - 6 janvier 1938), puis de la grève de la métallurgie parisienne (24 mars - 19 avril 1938), il y eut une véritable opposition de masse entre des travailleurs en lutte qui veulent généraliser le combat pour, en quelque sorte, recommencer juin 36 et les dirigeants syndicaux, communistes en majorité, qui veulent arrêter les mouvements et acceptent les arbitrages et les compromis les moins admissibles (31). Du côté stalinien, on dénonce les trotskystes (la « bête trotskyste » même, à Boulogne-Billancourt) Ceux-ci ont effectivement renforcé leur implantation dans plusieurs usines de la région parisienne ; leur propagande passe mieux au moment où les ouvriers peuvent vérifier en pratique l'échec du Front populaire. Mais leurs forces sont minimes. En les dénonçant, les dirigeants du P.C.F. s'attaquent en fait à l'avant-garde ouvrière qui, sans qu'on puisse la rattacher à un courant politique déterminé, a transformé la victoire électorale de 1936 en un mouvement de masse sans précédents depuis la Commune de Paris.

Les exemples que l'on peut citer concernent les grandes entreprises et la région parisienne. La situation était sans doute moins tranchée en province et dans les petites boîtes ou dans les branches moins concentrées (32). Mais les structures de la production et de la classe ouvrière, de même que les traditions politiques françaises sont telles qu'à l'époque surtout, c'est nécessairement dans les grands centres, Paris en premier lieu, que peuvent se dérouler les luttes les plus importantes et s'accumuler les expériences les plus riches. Il est plus important de noter que ces conflits entre base et direction se sont produits dans une période de *reflux constant de la combativité des masses*. Cette constatation ne diminue en rien leur valeur significative. Mais elle montre leurs limites. Le mécontentement de nombreux militants n'aboutit que sporadiquement à des oppositions ouvertement manifestées ; le plus souvent, il engendre le désenchantement, voire le découragement. Les mouvements politiques qui, plus ou moins clairement, expriment le point de vue critique à l'égard des dirigeants du Front populaire, restent minoritaires, sans pouvoir lutter avec vraisemblance pour la direction du mouvement ouvrier. *L'Ecole émancipée*, *le Cercle syndicaliste Lutte de Classes* sont dans ce cas. Et aussi le P.S.O.P., scission trop tardive de la gauche révolutionnaire du P.S.

Tous ces courants reflètent ce qui se passent à la base. Ils témoignent à leur façon de ce que l'avant-garde de lutte, sur laquelle Trotsky fondait sa perspective, n'était pas une invention. Mais leur impuissance, face au *renforcement* et à la stalinisation accélérée du P.C.F., souligne

(31) Voir Danos et Gibelin, *op. cit.*, p. 258-273.

(32) Encore qu'une étude systématique de la province révélerait bien des surprises.

elle aussi la question fondamentale : pourquoi n'y a-t-il pas de ruptures significatives dans le bloc dirigé par le P.C.F. ? A quels facteurs attribuer l'absence de dégagement d'une avant-garde politique, liée aux masses, alors que les conditions générales pouvaient faciliter ce processus, alors qu'un certain nombre de pré-conditions de son déclenchement étaient réunies ?

Des freins extérieurs

Nous retrouvons ici les difficultés soulevées par les pronostics et leur non-réalisation. Pour expliquer cette dernière, deux voies sont ouvertes : ou bien, affirmer que la prévision était correcte mais que l'enchaînement des événements a empêché sa réalisation ; ou bien, souligner que les structures économiques et sociales ne permettaient pas d'autre histoire que celle qui s'est déroulée. L'événement contre la structure : vieux débat métaphysique qu'il faut bien dépasser si l'on veut vraiment comprendre un tant soit peu la réalité. Le seul moyen d'y parvenir est de rechercher le lien dialectique entre ces deux niveaux. Le niveau de développement économique, l'importance respective des classes en présence, l'organisation de l'appareil d'Etat conditionnent les luttes de classes. Mais celles-ci demeurent déterminantes du processus historique ; elles peuvent lui donner une orientation qui diffère de la logique inhérente aux conditions objectives. Face à toute situation historique, il faut envisager la combinaison dynamique des facteurs structurels et des facteurs politiques qui traduisent au plus haut degré la nature de l'affrontement entre les classes. La connaissance que l'on acquiert ainsi de la forme de l'évolution d'une société est la seule approche sérieuse du contenu.

Il ne peut être question, dans cet article, que de rassembler quelques éléments d'un jugement, sans prétendre à l'exhaustivité. Les premiers de ces éléments relèveront de la conjoncture internationale. On ne peut que rappeler, en effet, que l'ensemble du monde dominé par le capitalisme connaît une crise globale qui se manifeste avec une acuité particulière dans l'ensemble de l'Europe. Le poids des affaires internationales sur les luttes à l'intérieur d'une nation est décuplé par rapport aux périodes dites normales. Et la réalité primordiale, aux yeux de la majorité de la population, est constituée par la menace de guerre qu'est venue concrétiser l'avènement du nazisme en Allemagne. Guerre et fascisme sont deux phénomènes distincts, bien qu'étroitement liés ; mais ils se conjuguent pour créer dans les masses une grande peur, qu'alimente la politique des partis ouvriers.

La haine de la guerre, telle que la développaient avant 1914 les propos enflammés de Jaurès, a toujours été vivace. Mais la compréhension de la nature de classes des conflits impérialistes n'était le fait que

d'un très petit nombre de militants conscients. Au niveau des masses populaires, la guerre apparaissait comme une calamité venue de l'extérieur, dont les mécanismes de développement étaient aussi incontrôlables qu'un raz-de-marée ou un typhon. On avait cru que 1918 marquait la fin de la « der des der » ; devant la montée des périls, pacifisme, fatalisme et scepticisme résigné se répandaient dans la partie de la population qui n'était pas contaminée par le chauvinisme borné des associations d'anciens combattants. Le mouvement ouvrier était atteint de ces endémies, surtout depuis que le Parti communiste, qui avait maintenu pendant des années, schématiquement mais effectivement, une tradition internationaliste, s'était rallié aux exigences de la Défense nationale, à la suite de la rencontre entre Laval et Staline, en 1934. Un tel climat représentait un frein sérieux à la combativité : la menace de cette guerre, qu'il fallait éviter à tout prix paralysait bien des initiatives que toute une propagande intéressée présentait comme susceptibles d'accélérer le processus fatal.

Le danger de guerre avait un visage, celui d'Hitler. Toutes les démonstrations de la gauche insistaient à juste titre sur l'unité du phénomène fasciste qui, par-delà les frontières génératrices d'aspects nationaux différents, faisait mouvoir les nationaux-socialistes allemands, les ligues françaises et les forces rassemblées derrière Franco. Mais l'analyse qui était répandue de cette réalité menaçante était mince et bien peu susceptible d'aider à une connaissance pratique. Du côté communiste, on répétait à l'envi la définition donnée par Dimitrov lors du VII^e Congrès de l'Internationale (33). Elle liait le fascisme au capitalisme mais sans plus de rigueur que la fameuse métaphore de Jaurès : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ». La nature exacte du pouvoir fasciste, ses perspectives d'évolution, ses rapports avec les classes en présence étaient traitées comme des généralités journalistiques, même si par ailleurs on constatait que les classes moyennes étaient susceptibles de suivre en masse les démagogues d'extrême-droite. Le fascisme, c'était la bête ; il fallait l'écraser par des moyens aussi exceptionnels que sa monstruosité était extraordinaire.

Menée sur un tel mode, la propagande antifasciste pouvait susciter une vigilance anxieuse. Mais le manque de netteté de l'analyse sociale et politique du fascisme contribuait à désarmer les travailleurs en les privant de toute possibilité d'initiative large. Ni les hitlériens, ni les franquistes n'étaient présentés comme les produits nécessaires de la lutte des classes, qu'il fallait combattre par les moyens de la lutte des classes. Leur puissance matérielle et militaire devait être détruite par une puissance matérielle et militaire supérieure, c'est-à-dire par les moyens

(33) « Le fascisme au pouvoir est... la dictature terroriste déclarée des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier... Le fascisme, c'est le pouvoir du capital financier lui-même. C'est l'organisation de la répression terroriste contre la classe ouvrière et la partie révolutionnaire de la paysannerie et des intellectuels... »

classiques de la guerre et du militarisme. Leur capacité de séduction sur les classes moyennes devait être déjouée par des concessions unilatérales à ces couches sociales et à ceux qui, comme les radicaux en France, recevaient leurs suffrages pour gouverner dans l'intérêt de la bourgeoisie. Sur le plan intérieur, les agressions des bandes armées ne pouvaient être réglées que légalement, par l'intervention du pouvoir d'Etat que l'on sommait d'interdire les factieux (34). Dans tout cela, rien qui incite à l'action immédiate. Tout, au contraire, est conçu pour que les masses appuient, sans y participer de façon créative, un effort que seuls les gouvernements peuvent mener. Toute la philosophie profonde de l'antifascisme des fronts populaires est imprégnée d'une acceptation de l'Etat et de la classe dominante.

C'est dans ce contexte de peur et de passivité forcées que surviennent les défaites de la Révolution espagnole. La lutte armée ne prendra fin qu'en 1939. Mais, dès l'été 1937, les revers s'accumulent, tant sur le plan militaire que sur le plan politique. A l'intérieur du camp antifranquiste, l'offensive est menée contre la gauche du mouvement ouvrier, des journées anti-ouvrières de Barcelone (mai 1937) à la persécution du P.O.U.M. et à l'exclusion de la C.N.T. et de l'U.G.T. du gouvernement où le piètre Negrin remplace Largo Caballero. Ces événements sont mal connus, et plus mal compris encore, par la masse des travailleurs français ; ils contribuent pourtant à créer un climat de doute et d'anxiété. La solidarité avec l'Espagne avait constitué le débouché le plus politique à la combativité des ouvriers français ; il suffit pour s'en convaincre de rappeler le soutien très large dont avait bénéficié de la part des travailleurs le départ des volontaires pour les brigades internationales. La résistance victorieuse de Madrid garantissait des lendemains à juin 36. Sa chute ne pouvait que mettre fin aux perspectives de nouveaux succès. Et il est certain que cette très vive fraternité internationaliste a été exploitée par les dirigeants du P.C.F. comme un exutoire à toute volonté de transformation révolutionnaire en France même. « Les ouvriers et les paysans espagnols ont besoin d'avions et de canons. Il faut exiger du gouvernement qu'il leur en fournisse. » Tel était, en substance, le contenu de la propagande des communistes. Le gouvernement Blum était, à juste titre, la cible d'une campagne contre la non-intervention. Le P.C. qui l'animait renforçait ainsi son image de gauche, mais en se gardant bien d'expliquer que seul un autre gouvernement pourrait fournir une aide réelle à l'Espagne et que pour le mettre en place il fallait mobiliser les masses françaises dans une perspective de lutte contre leur propre Etat.

Une situation internationale qui ne facilite pas le développement de l'initiative des masses. Une défaite écrasante, à la portée incalculable,

(34) Par antithèse, on peut comprendre encore plus précisément les campagnes de Trotsky sur les milices ouvrières : l'écrasement du fascisme, forme extrême mais nécessaire du pouvoir de la bourgeoisie, doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; leur armement n'est que la forme supérieure de leur auto-organisation.

est survenue en Allemagne. Et, dans ce contexte que domine la menace de guerre, les chefs du mouvement ouvrier font obstacle à toute forme d'auto-organisation des travailleurs. A ceux-ci, ils inculquent qu'il faut *déléguer* leur pouvoir. Déléguer aux appareils syndicaux et politiques, déléguer aux députés qui le délègueront eux-mêmes à un bon gouvernement, déléguer à l'Etat existant qui est le seul à même d'intervenir sur l'arène mondiale, pour l'Espagne républicaine ou contre le fascisme international. Peut-on imaginer meilleur moyen de freiner la rupture de la classe ouvrière avec l'idéologie dominante et les institutions qui la répandent ? Cette conception *bourgeoise* des masses a encore une autre conséquence, au niveau des rapports qu'entretient le mouvement ouvrier avec l'Union soviétique. Cette dernière bénéficiait, auprès de couches importantes de travailleurs, du prestige de la Révolution d'octobre. Les premiers succès de la planification, que l'on pouvait opposer à la crise mondiale du capitalisme, élargissaient son aura. Mais, à partir de 1933, elle apparaissait avant tout comme l'antithèse du nazisme. Elle donnait une tonalité socialiste à la coalition contre l'hitlérisme ; elle apparaissait comme le rempart ultime contre la barbarie. La politique qu'elle suivait et qu'elle faisait appliquer par les divers partis communistes voyait, pour ces raisons, sa crédibilité renforcée aux yeux d'innombrables travailleurs qui ne pouvaient envisager d'action efficace sans l'Union soviétique. Et cette politique, grossièrement et cyniquement « réaliste », était celle de la contre-révolution stalinienne.

Les limitations que la situation apporte au développement de l'initiative et de la prise de conscience des masses ne peuvent que gêner la délimitation politique d'une avant-garde. Ce n'est pas dans un climat de tension sourde, où les menaces incitent le plus grand nombre à se serrer autour des appareils, qu'il est possible d'envisager avec les directions en place un affrontement qui risquerait d'avoir des conséquences graves — et d'être, de surcroît, mal compris de beaucoup.

Première organisation des masses

Tous les facteurs qui viennent d'être invoqués permettent de comprendre comment a été *ralenti* le rythme de maturation politique de l'avant-garde ouvrière. On s'explique ainsi que les démarcations les plus nettes sont survenues trop tard, alors que la guerre apparaissait comme imminente et que les échecs, en France comme en Espagne, rendaient hypothétiques les espoirs à court terme. Mais un fait demeure, qui ne peut être éclairci par une simple référence à l'évolution de la conjoncture : le P.C.F. s'est renforcé au cours de cette période, englobant dans son système aussi bien des travailleurs « du rang » que des dirigeants du mouvement au niveau local. Et c'est là qu'il faut aborder les données

plus permanentes que constituent, dans leur évolution lente, les structures organisationnelles du mouvement ouvrier.

Juin 36, c'est d'abord la grève générale qui ébranle toute la vieille société française. Mais c'est, *en même temps, une nouvelle étape dans l'organisation ouvrière, la naissance d'un mouvement ouvrier de masse*, qui n'existait pas jusque-là dans l'hexagone. Il est de tradition lorsqu'on parle d'organisation de n'envisager que les partis et les syndicats, leur nombre d'adhérents, leur mode de fonctionnement. Partis et syndicats ne représentent cependant qu'une fraction, la plus décisive mais aussi la plus restreinte, d'un ensemble beaucoup plus vaste qui constitue le mouvement ouvrier. La puissance du prolétariat organisé ne se mesure pas seulement aux fluctuations des effectifs. Elle doit être évaluée en fonction du niveau de l'influence générale qu'exercent les diverses organisations permanentes. Les résultats électoraux sont précieux à cet égard, mais leur valeur est limitée par toutes les distorsions qu'implique le principe même du vote dans les démocraties bourgeoises, fussent-elles authentiquement libérales. De plus, le succès ou l'échec lors d'un scrutin reflète une réalité plus fondamentale, celle de l'encadrement que sont capables de donner aux travailleurs, à tous les moments de leur vie sociale, les partis et les syndicats (35). En d'autres termes, *la force d'organisation du mouvement ouvrier d'un pays est à la mesure de l'hégémonie qu'il exerce, grâce à une quantité de structures sociales et culturelles, de mouvements de masse à objectifs limités, sur les couches les plus importantes de la classe ouvrière et sur diverses catégories sociales non prolétariennes (paysans, étudiants, etc.)*.

L'exemple, à juste titre le plus fréquemment cité, est celui de la social-démocratie allemande qui, dès la dernière décennie du XIX^e siècle, a su étendre énormément le réseau de ses multiples organismes. Ceux-ci ne se limitent pas aux sections du Parti et aux « syndicats libres » qu'il contrôle, ni même aux mouvements de femmes et de jeunes. Les maisons du Parti, avec leurs bibliothèques, leurs chorales, leurs tavernes social-démocrates sont des centres de rayonnement sans pareil. On peut naître, vivre et mourir dans un environnement social-démocrate auquel ne peuvent totalement échapper ceux-là même qui ne votent pas pour les candidats du Parti. Dans beaucoup d'autres pays, de la Belgique aux pays scandinaves en passant par la Grande-Bretagne, le mouvement ouvrier a acquis très tôt cette présence massive dans les masses.

Il n'en va pas de même en France avant 1936. Certes, S.F.I.O. et P.C.F. recueillent de nombreux suffrages mais, même avec l'apport des radicaux, ils ne passent pas la barre des 50 %. Et, surtout, les organisations sont très faibles en adhérents. Depuis 1920, le rapport de forces s'est modifié entre communistes et socialistes, au profit de ces derniers.

(35) On ne saurait sous-estimer, à cet égard, le rôle des municipalités. Services sociaux, aide aux chômeurs ou aux vieux travailleurs, bibliothèques, fanfares, clubs de sports, etc., rallient autour du Parti qui gère la commune des centaines de personnes qui ne sont pas nécessairement en accord politique avec lui.

Mais, en 1934, les effectifs réunis des deux partis sont inférieurs à ceux de la S.F.I.O. à la veille de la scission de Tours (et déjà à l'époque, le pourcentage de militants par rapport à la population salariée était très inférieur en France à celui des autres pays développés de l'Europe) (36). Quant aux syndicats, ils ont toujours été très minoritaires en France, pour des raisons historiques diverses. Ils le sont encore plus à la veille du Front populaire : il y a environ 13 % de syndiqués. Encore ce chiffre est-il gonflé par l'apport de certaines fédérations de fonctionnaires ou de travailleurs à statut comme les cheminots. Dans la métallurgie, on l'a vu, le taux de syndicalisation atteint tout juste 4 %. Et la situation est pire dans des secteurs comme les produits chimiques ou le textile.

Le résultat premier de cet état de fait est que les ouvriers n'existent pas dans l'entreprise, si ce n'est comme producteurs soumis sans aucun droit à la hiérarchie d'exploitation. Les organisations, syndicats en premier lieu sont contraintes à la clandestinité dans les usines, y compris les plus importantes comme Renault ou Citroën. Y appartenir, c'est se vouer au renvoi, avec peu de possibilités de trouver du travail ailleurs du fait des listes noires patronales. Le mouvement ouvrier français repose sur une base restreinte, lacunaire. Et il va de soi que cette faiblesse ne permet pas le développement d'autres organisations sociales. La conquête des municipalités a toujours été un objectif prioritaire pour les organisations politiques ouvrières. Elle a permis d'instaurer quelques centres de rayonnement. Mais, effectuée dans le cadre corrupteur de la Troisième République, elle a aussi amené la naissance d'une imposante cohorte de notables ouvriers qui s'intéressent plus à la gestion financière et aux alliances de droite nécessaires à leur réélection qu'à la mise en place de véritables structures de masses. Quant au P.C.F., il n'a pas, avant 1935, les forces suffisantes pour expérimenter une gestion municipale d'un type nouveau. Les fiefs de Saint-Denis, avant la défection de Doriot, ou de Bobigny sont des exceptions (37). En bref, l'organisation d'ensemble de la classe ouvrière est sans commune mesure avec les traditions de lutte qui avaient mis le prolétariat français à la pointe du monde du travail au cours du XIX^e siècle.

Dès le début de la montée ouvrière, les organisations politiques et syndicales se renforcent. Mais c'est pendant et après la grève générale qu'une *transformation qualitative* s'opère. Les chiffres de cette croissance sont assez connus pour qu'il soit seulement nécessaire de rappeler

(36) A cette règle existaient des exceptions, telle que la région Nord, où le Parti Ouvrier Français de Jules Guesde avait pu mettre en place un réseau organisationnel comparable, dans une certaine mesure, à celui de la social-démocratie allemande ou du Parti Ouvrier Belge (et ceci explique sans doute la persistance de l'influence socialiste dans cette zone, même à l'époque du déclin très rapide de la S.F.I.O. sous la houlette de Guy Mollet). Mais le tableau d'ensemble n'est pas modifié par ce cas d'espèce ni par les quelques autres que l'on pourrait citer.

(37) Avant 1935, le P.C. compte 1 conseiller municipal à Paris et contrôle 9 municipalités en banlieue parisienne, 150 dans l'ensemble de la France.

les plus significatifs. La C.G.T. passe de moins d'un million d'adhérents au moment de son unification (printemps 1936), à plus de 5 millions l'année suivante. Dans les secteurs industriels les plus importants, les fédérations syndicales voient leurs effectifs gonfler dans des proportions inouïes : 660 % pour le textile, 700 % pour le bâtiment et le bois, 1 450 % pour les métaux, 1 700 % pour l'habillement, 4 600 % pour la chimie. Avec des taux de croissance de 100 à 120 % les chemins de fer et l'éclairage font figure de parents pauvres. Pour la première fois, des sections syndicales naissent dans des milliers d'entreprises de toute taille. Sur le plan politique, les résultats sont remarquables aussi. La S.F.I.O. passe de 120 083 membres en 1935 à 280 000 en 1937 (x 2,33). Mais c'est le Parti communiste qui fait la percée la plus foudroyante. En 1935, rappelons-le, il compte 81 731 militants — ce qui constitue déjà une progression notable par rapport aux chiffres de sa traversée du désert. On a vu que pendant les grèves, il a connu un flux d'adhésions. En 1937, il aura 328 647 adhérents (x 4,02), sans compter les Jeunesses communistes qui en compteront près de 100 000. En deux ans, il est donc devenu le premier parti ouvrier de France, dépassant la S.F.I.O. Et ses conquêtes se sont effectuées en premier lieu dans les milieux ouvriers. En effet, en dépit d'un gain de voix plus rapide, le P.C.F. réunit moins de suffrages, lors des élections de 1936, que le Parti socialiste qui, en province surtout, s'appuie beaucoup sur les classes moyennes. Mais, à l'intérieur de la C.G.T., les communistes contrôlent des fédérations très importantes qui sont aussi en général celles dont le renforcement a été le plus spectaculaire : agriculture, bâtiment, bois, produits chimiques, métaux, cheminots, verre, textile, cuirs et peaux, papier. Ils ont la majorité dans 25 Unions départementales contre 7 seulement lors de la réunification (38).

Ce mouvement d'organisation s'effectue dans tous les domaines. Le P.C.F., après les élections de 1935, contrôle 27 municipalités de la banlieue parisienne, au lieu de 9 précédemment, 29 au lieu de 6 en Seine-et-Oise. Ces succès, qui précèdent la grève générale, sont dus souvent à l'attitude combative qu'ont adopté les communistes dans la lutte contre le chômage. Dans les positions nouvellement conquises, le Parti communiste va introduire un style de direction nouveau qui, même s'il ne correspond pas aux conceptions révolutionnaires de l'action municipale, tranche avec celui des autres partis et permet d'enserrer la population dans un entrelacement d'organismes diversifiés. Sur un plan plus global, on assiste alors à la naissance ou à la mutation de toute une série de mouvements qui s'occupent de problèmes spécifiques et pénètrent des milieux divers : Fédération de l'enfance, Secours populaire (qui succède en octobre 1936 au Secours Rouge et compte 91 852

(38) Les militants du P.C.F. ont la majorité de fait dans la C.G.T. après 1937. Mais, dans un souci d'unanimité qui correspond à la politique du Parti, à l'époque, ils ne cherchent pas à se compter et maintiennent, malgré les désaccords qui vont croissant, une unité de façade avec les partisans de Léon Jouhaux.

adhérents en 1937), Amis de l'Union soviétique, Association républicaine des Anciens combattants (40 000 membres au début de 1936), Fédération sportive et gymnique de travail (où sont aussi les socialistes, 80 000 membres en décembre 1936), Union des comités de chômeurs (qui aurait compté dans ses rangs 136 350 chômeurs en avril 1935), Maison de la culture (passée avec ses différentes branches, théâtre, musique, etc., de 4 000 membres en 1934 à 40 000 en juillet 1936), etc. (39). Il faut évoquer aussi le développement rapide de la presse et des éditions du P.C.F. : l'*Humanité* tire à 400 000 exemplaires en janvier 1937 ; il existe 31 hebdomadaires régionaux, un quotidien du soir (*Ce soir*, fondé en mars 37), de nombreux magazines.

Il faut retenir surtout qu'il n'existe aucune commune mesure entre l'importance de ces organisations avant 1935-1936 (quand elles existaient), et après les victoires du Front populaire et la grève générale. Ce qui n'était qu'un cadre virtuel a pris substance et s'est multiplié. *Le mouvement ouvrier français n'est plus le même, par le nombre de ses militants, par son implantation dans les entreprises et aussi par l'extension de ses organisations diverses.*

Allons au devant de la vie

La masse des nouveaux militants qui rejoignent la C.G.T., un peu le Parti socialiste et surtout le P.C.F. a deux caractéristiques essentielles : une très grande combativité, puisqu'elle s'est formée sur le tas des luttes d'une exceptionnelle vigueur et une inexpérience politique énorme. Ces travailleurs s'engagent à fond dans les combats qu'ils déclenchent et ils rechignent souvent à reprendre le travail quand ils n'ont pas conscience d'avoir obtenu tout ce qui pouvait être arraché. Mais, pour eux, les notions d'organisation, de rôle de l'Etat, de stratégie sont autant de pages blanches. En fait, la seule conscience politique qu'ils possèdent doit beaucoup aux traditions républicaines, institutionnalisées par le radicalisme triomphant et reprises en compte par les socialistes depuis fort longtemps. L'objectif, c'était la République sociale mais, selon l'excellente formule de Madeleine Rebérioux, « le nom précède l'adjectif » (40). La fierté nationale, renforcée par les souvenirs de ces révolutions qui depuis 1789 ont fait la France, fait que la plupart des électeurs socialistes considèrent que les institutions parlementaires consti-

(39) La liste pourrait être complétée par la Confédération française et coloniale des pêcheurs à la ligne et l'Echiquier du travail qui publie un bulletin ouvrier des échecs.

(40) M. Rebérioux, *Le socialisme français de 1871 à 1914*, in *Histoire générale du socialisme* (sous la direction de J. Droz, P.U.F., 1974), p. 135.

tuent le cadre le meilleur pour une transformation sociale. Il suffit d'imposer un bon gouvernement qui, indépendant des seigneurs de la finance, mènera une bonne politique. La remise en cause de l'Etat est absente de cette vision, à plus forte raison la destruction de son appareil. Tout se réduit à une adaptation des structures existantes, grâce à une pression des masses dont la sanction ne peut être qu'électorale et parlementaire.

Pourquoi s'étonner de cette idéologie diffuse du mouvement ouvrier français ? Tous ses dirigeants ont déployé leurs ressources, et éventuellement leur talent, pour la répandre et la fortifier. Seul, avant 1914, le syndicalisme révolutionnaire posait le problème de la destruction de l'Etat, mais en des termes suffisamment confus et contradictoires pour qu'il n'influence qu'une minorité de travailleurs. Le P.C.F., depuis 1920, a défendu les thèses léninistes, non sans schématisme. Mais il a pu constituer seulement un noyau de résistance au pan-parlementarisme. Et, au moment où la montée ouvrière permet d'envisager une éducation politique de masses, il se mue en défenseur de première ligne de l'ordre républicain. Ce n'est pas diminuer l'immense potentialité des luttes de 1936 que d'affirmer qu'elles ne pouvaient pas spontanément, automatiquement, aboutir à une attaque consciente contre le pouvoir. Il en va de même de tous les grands mouvements de subversion sociale, qui prennent naissance à partir de revendications formulées dans le cadre de l'ordre ancien, tirent leurs possibilités révolutionnaires des formes nouvelles d'organisation des luttes mais ne peuvent connaître le succès qu'au prix de l'intervention politique d'une organisation, capable de dégager l'avenir de tous les héritages du passé. Les exemples abondent, positifs ou négatifs. Dans la France de 1936, le comportement du P.C.F. freine la prise de conscience, renforce l'influence de l'idéologie dominante. Il n'aboutit pas à un simple manque à gagner : dans la mesure où le mouvement ne pouvait se poursuivre qu'en s'étendant, dans la mesure où son extension exigeait qu'il adopte des objectifs supérieurs, les palinodies de Thorez et de son équipe sont une contribution directe à la défaite.

C'est donc tout « naturellement » que les travailleurs, auxquels on n'offre de perspective qu'immédiate, sont amenés à jauger les résultats obtenus par la grève de juin. Cette estimation, ils la font *en fonction de ce qu'on peut attendre du régime en place*. De ce point de vue, les conquêtes de 36 sont remarquables. Conventions collectives, congés payés, 40 heures... Toute une littérature a été écrite sur ces réformes qui ont effectivement transformé la vie quotidienne de la classe ouvrière française. Et chacun a pu voir photographies ou films montrant les départs des premiers vacanciers prolétariens. Un souvenir de fête, nous répète-t-on. Mais de la fête, on ne retient que les décors et les chansons, sans trop rechercher les origines de la joie populaire dans les combats qui l'ont précédée. Juin 36 vu sous l'angle de la fête, c'est comme mai 68 accouchant du Big Bazar de Michel Fugain : une grosse bêtise mièvre.

Car enfin, tous les témoins sérieux le reconnaissent, la grève générale a débuté, le plus souvent, dans l'anxiété. Les travailleurs, excédés d'exploitation, étaient prêts à aller loin dans leur combat. Mais, dans les premières entreprises occupées, ils s'attendaient au pire de la part de leurs ennemis : opérations policières, agressions fascistes, sabotages ou provocations. La surprise est venue de la grande peur du patronat, prêt à toutes les concessions pour endiguer la révolte des esclaves (41). L'idée du « tout est possible » est née des premiers reculs de la bourgeoisie. Et c'est alors que la quasi-totalité des ouvriers s'est ruée dans la grève. Avec un enthousiasme sans pareil. Les kermesses dans les entreprises occupées n'en étaient pas la cause, mais la conséquence. L'exultation venait de la prise de conscience d'un incroyable bond en avant accompli par les travailleurs en lutte : *un nouveau rapport de forces était créé*. Dans l'entreprise comme au niveau national, la classe ouvrière, à laquelle jusqu'ici on ne reconnaissait pas le droit à une existence collective, s'affirmait comme une force devant laquelle on reculait, à laquelle on faisait des concessions. C'est ce nouveau rapport de forces qui fait la grandeur de juin 36. C'est lui que les patrons ont cherché et cherchent encore à abolir. Ils n'ont pu y parvenir que pendant les brèves années de la dictature vichyssoise. Les méthodes de luttes nouvelles, la reconnaissance de fait du syndicalisme dans les usines n'ont jamais pu être effacées. Devenues partie intégrante de la tradition, elles ont fait que la classe ouvrière est entrée dans *une nouvelle étape de son histoire*.

De tels moments se vivent dans la joie, surtout lorsqu'ils sont accompagnés de réformes qui battent en brèche la misère de la vie quotidienne. La majorité des travailleurs qui, très consciemment, venait de s'installer sur de nouvelles positions ne pouvait spontanément trouver la voie d'une poursuite de l'offensive, une fois terminée la grève. Le manque de compréhension des enjeux réels de la situation politique, renforcé par la propagande des partis de gauche qui les incitaient à faire confiance à « leur » gouvernement, devait forcément pousser à l'attentisme. Les résultats obtenus étaient déjà si considérables et la puissance collective si affirmée qu'on pensait que, tôt ou tard, une seconde étape parachèverait la victoire obtenue dans la première. Attendre donc, d'autant que les menaces s'accumulaient hors des frontières. « Allons au devant de la vie » chantait-on et les discours de Thorez, main tendue tous azimuts, n'exprimaient pas d'autre philosophie. Lorsque les coups commencèrent à pleuvoir, la démoralisation succéda à

(41) Les dirigeants socialistes qui ont organisé les rencontres de Matignon et les responsables de la C.G.T. qui ont négocié les accords ont su comprendre les réactions des milieux capitalistes. Benoît Frachon aimait à raconter la gêne des représentants du patronat qui allèrent jusqu'à proposer d'eux-mêmes l'instauration de délégués du personnel pour avoir des représentants avec qui discuter dans leurs entreprises. Il ne se demandait pas pour autant s'il n'était pas possible d'aller plus loin.